



«Ambitions démesurées et intentions sournoises»

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4673 - Mercredi 9 janvier 2019 - Prix : 10 DA

La criminalité sévit toujours

Vols, trafic de drogue, délinquance, banditisme...

Page 24

L'intégration de l'outil national en ligne de mire

Les groupes Sonelgaz et AGM signent une convention de partenariat

Page 2

Prétextes et arrière-pensées

Par Mohamed Habili

Dans une tribune qu'il a fait paraître dans le «New York Times» avant-hier, et qu'il a intitulée «Trump a raison sur la Syrie - La Turquie peut faire le job», le président turc, Recep Tayyip Erdogan, propose aux Etats-Unis la substitution de son armée à leurs troupes dont le rappel ne devrait plus maintenant trop tarder. On suppose, car Erdogan se garde de se montrer précis, que la partie de la Syrie qu'il a en vue est celle qui se trouve encore sous le contrôle des forces kurdes et américaines, c'est-à-dire la région à l'est de l'Euphrate - la plus riche en termes de ressources naturelles outre qu'elle compte pour un tiers du pays. Ceux qui pensent que les Turcs veulent rester un temps indéterminé en Syrie ne peuvent qu'être confortés dans leur soupçon par les idées d'Erdogan sur ce qu'il y a lieu d'entreprendre pour que les groupes terroristes ne puissent jamais redresser la tête. Un mot a manqué sous sa plume, celui de transition. L'espèce de mandat international qu'il revendique pour lui seul sur une grande partie de la Syrie est par définition illimitée dans le temps. Si en effet il ne suffit pas de vaincre militairement Daech - ce qui de son aveu même est déjà chose faite - pour en finir avec lui, alors il faut mettre en place un ordre politique et militaire conçu de façon à empêcher son retour, théoriquement toujours possible quant à lui. Ce dispositif est nécessairement à la fois militaire et politique. Ce qui implique qu'il soit durable. Erdogan l'appelle force de stabilisation. Celle-ci serait formée de toutes les composantes de la population civile, kurdes et non-kurdes, et naturellement elle serait placée sous la tutelle turque.

Suite en page 3

«Le droit à l'enseignement vient avant le droit à la grève»

Les parents d'élèves protestent «énergiquement» contre la grève



Ph.D. R.

«On est contre cette grève, qu'elle soit d'une journée ou illimitée. On tentera d'organiser une réunion avec les représentants de l'Intersyndicale qui ont décidé cette grève, prévue pour le 21 janvier, afin de voir leurs revendications et en référer à Madame la ministre», a indiqué Khaled Ahmed, président de l'Association nationale des parents d'élèves.

Lire page 2

Le tourisme a toutes les raisons pour s'épanouir en Algérie
Allier atouts intrinsèques et normes universelles

Page 4

Des opéras peu repris en Algérie présentés au public
Concert de l'Orchestre de la Scala de Milan à Alger

Page 13

«Le droit à l'enseignement vient avant le droit à la grève»

Les parents d'élèves protestent «énergiquement» contre la grève

■ «On est contre cette grève, qu'elle soit d'une journée ou illimitée. On tentera d'organiser une réunion avec les représentants de l'Intersyndicale qui ont décidé cette grève, prévue pour le 21 janvier, afin de voir leurs revendications et en référer à Madame la ministre», a indiqué Khaled Ahmed, président de l'Association nationale des parents d'élèves.

Par Thinhinene Khouchi

Contacté hier par téléphone, le président de l'Association nationale des parents d'élèves (Anpe) a affirmé que «dans la Constitution algérienne, le droit à l'enseignement gratuit dans les établissements éducatifs algériens vient avant le droit à la grève et la protestation», ce qui donne la priorité à l'élève. Khaled Ahmed a protesté contre cette grève qui ne durera qu'une journée, affirmant : «On est contre cette grève, quelle soit d'une journée ou illimitée». Et d'ajouter : «On va organiser une rencontre avec le représentant de l'Intersyndicale pour tenter de connaître leurs revendications et les transmettre à Madame la ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrît, sachant qu'il

n'y a plus de dialogue entre des... suite à donner à leur mouvement. «Nous avons décidé d'une journée de grève, comme premier avertissement, et nous allons nous réunir le 25 janvier pour décider des nouvelles actions, Ss d'ici là il n'y a aucune réaction de la part de la ministre de l'Éducation», a déclaré Boualem Amoura, président du Satef. La ministre de l'Éducation, qui qualifie sa relation de sereine avec les partenaires sociaux, a indiqué qu'elle a déjà convié l'Unpef au dialogue jeudi dernier mais le syndicat, a-t-elle souligné, avait demandé un report au 9 ou au 10 janvier. Nouria Benghebrît dit n'avoir jamais fermé les portes du dialogue. C'est d'ailleurs, affirmait-elle, la seule voie qui permettrait de régler les problèmes et d'avancer. La première responsable du secteur veut à tout prix préserver

la stabilité du secteur, acquise suite à la signature de la Charte d'éthique. Les syndicats, eux, dénoncent un dialogue sans résultats. D'ailleurs, ils exigent un dialogue «sérieux» avec la tutelle pour ne pas radicaliser leur mouvement de protestation. Les syndicats revendiquent également l'ouverture de leur statut particulier et le dossier des œuvres sociales, et demandent en outre



PHD.R.

des solutions pour préserver le pouvoir d'achat des travailleurs du secteur et le respect des libertés syndicales. Les syndicats, qui vont déposer leur préavis de grève à partir d'aujourd'hui, estiment que la balle est dans le camp de la ministre de l'Éducation pour les convaincre de ne pas perturber le deuxième trimestre.

T. K.

L'intégration de l'outil national en ligne de mire

Les groupes Sonelgaz et AGM signent une convention de partenariat



PhE. Soraya/J.A.

«Avec la signature de cette convention avec le groupe national AGM, nous allons droit au cœur de l'objectif de l'intégration nationale qui nous permettra de réduire au maximum nos importations pour l'exercice de tous les métiers du groupe». C'est ce qu'à déclaré Mohamed Arkab, P-DG du groupe Sonelgaz, lors de la cérémonie de signature d'une convention-cadre avec le groupe mécanique AGM pour la production d'équipements électriques.

Sonelgaz et le groupe mécanique AGM ont signé hier matin une convention de partenariat pour la fabrication d'équipements industriels électriques. L'objectif principal de cette signature est de développer au sein du groupe électro-gazier sa politique d'intégration nationale permettant la substitution de l'importation des équipements électriques et autres com-

posants entrant dans la réalisation des projets de Sonelgaz par la production nationale.

A ce titre, Mohamed Arkab indiquera que ce groupement avec AGM sera d'«un fort appui pour le groupe (Sonelgaz) pour l'intégration nationale, telle qu'inscrite dans la stratégie tracée par Sonelgaz en la matière. «Nous allons droit au cœur de cet objectif phare du groupe, à travers une haute technicité dont bénéficiera en premier lieu le complexe de production de turbines à Batna dont l'entrée en production est prévue pour juillet 2019», affirmera-t-il dans un point de presse tenu à l'occasion. Lequel complexe, poursuivra-t-il, «nécessite un bon nombre d'entreprises en sous-traitance pour la fabrication des composantes de ces turbines». Aussi, dira-t-il, «cette convention avec AGM permettra au groupe Sonelgaz de s'élargir dans le domaine de la sous-traitance».

«La Sonelgaz, à travers cette convention, atteindra les 70 à 80% du taux d'intégration qui est actuellement est entre 50 et 60%. L'ambition de Sonelgaz est de parvenir à un taux de 100%. C'est difficile, mais nous y arriverons», soutiendra-t-il.

Et de relever qu'actuellement «tous les équipements de distribution de l'électricité et du gaz sont à 100% fabriqués en Algérie».

«Nous avons entamé un processus de modernisation via les nouvelles technologies pour la transformation de l'électricité avec la fabrication de pièces pour les équipements de postes électriques. Ce processus a débuté au niveau du complexe de Azazga, dans la wilaya de Tizi Ouzou, et grâce auquel nous aurons, l'année prochaine, le premier transformateur électrique de haute tension algérien», a-t-il indiqué. Dans cet ordre d'idées, le P-DG de Sonelgaz affirmera

que «cet effort sera orienté vers les grandes centrales électriques de 1200 megawatts pour que d'ici à cinq ans leurs équipements soient réalisés localement».

Pour sa part, Bachir Dehimi, P-DG du groupe AGM, estimera que cette signature n'est qu'«une première étape pour identifier le potentiel énorme que recèle Sonelgaz, en vue de substituer les importations des différents produits auxquels recourt le groupe». Relevant l'importance de développer un tissu industriel de sous-traitance nationale, il assurera son contractant de son engagement tant pour le respect des délais et coûts concurrentiels des équipements d'AGM que pour la fiabilité et la qualité de ce derniers.

380 milliards dinars d'investissement prévus pour 2019

Pour une meilleure proximité

Sonelgaz lancera incessamment le Smsing et emailing

MOHAMED ARKAB, P-DG du groupe Sonelgaz, dans un point de presse tenu à l'issue de la cérémonie de signature d'une convention-cadre avec le groupe mécanique AGM pour la production d'équipements électriques, expliquera que ces nouveaux produits consistant en des centres de contact «permettront aux citoyens d'avoir un contact direct avec les services de la Sonelgaz».

«Le smsing et le emailing, dira-t-il, sont de nouveaux services que la Sonelgaz, dans le cadre de l'utilisation des nouvelles technologies d'information, met à disposition de ses clients à travers des centres de contacts modernes qui

permettront, d'une part, à Sonelgaz de recevoir les différentes doléances et préoccupations des consommateurs, et aussi informer ces derniers via des sms ou des mails, sur tout ce qui concerne leur consommation et alimentation tant en gaz qu'en électricité, y compris l'envoi des factures et les prévenir sur d'éventuelles coupures ou autres perturbations des réseaux». «Ce projet sera opérationnel durant ce mois de janvier et totalement généralisé au cours du premier trimestre 2019», précisera le P-DG de la Sonelgaz.

L. N.

Gaid Salah au sujet de «ceux qui s'arrogent le droit de parler au nom de l'ANP»

«Ambitions démesurées et intentions sournoises»

■ Lors de son allocution à Oran, le général de Corps d'armée est revenu, pour la deuxième fois en deux semaines, sur les interventions dans les médias émanant de généraux en retraite, notamment sur le fait de «s'arroger le droit de parler en son nom».



Par Anis S.

Au troisième jour de sa visite en 2^e Région militaire à Oran, le général de Corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah a présidé une rencontre d'orientation au siège du Commandement de la Région au cours de laquelle il a tenu une allocution d'orientation générale. Lors de son discours, il est revenu, pour la deuxième fois en deux semaines, sur les interventions dans les médias émanant de généraux en retraite, notamment sur le fait de «s'arroger le droit de parler en son nom». Ainsi, Gaïd Salah a puisé dans le lexique de la clarté et surtout de la fermeté pour battre en brèche les dérives de «certains individus et parties mus par des ambitions démesurées». Il situera dès l'abord ces «intentions sournoises» dans un contexte politique, celui de l'approche de l'échéance électorale présidentielle, en déclarant :

«Je tiens, à cette occasion, à rappeler voire attirer l'attention sur cette importante question où certains individus et parties mus par des ambitions démesurées et animés par des intentions sournoises ont pris l'habitude, à l'approche de l'échéance électorale présidentielle, de tenter de préjuger, sans véracité, des prises de positions de l'institution militaire vis-à-vis des élections présidentielles, et s'arrogent, même le droit de parler en son nom par tous les moyens, notamment les médias.

Tel est ce genre d'individus qui font prévaloir leurs intérêts personnels égoïstes et leurs ambitions démesurées qui n'est, absolument, pas en rapport avec leurs véritables capacités sur

plus d'un plan. Ces individus optent, désormais et sans scrupule, pour cette démarche en paroles et en actes, en faisant fi de toutes les traditions et les bonnes valeurs desquelles est imprégné l'Algérie correcte et qui sont adoptées par le peuple algérien pour devenir parmi ses spécificités qui le singularisent d'autrui».

Rappel des valeurs de l'ANP

Gaïd Salah n'a pas manqué de saisir cette occasion pour dresser un tableau récapitulatif des nobles valeurs sur lesquelles l'armée algérienne a construit les principes qui guident son action au quotidien, une armée rappellera-t-il qui n'a pas «de leçons à recevoir d'individus qui n'existent que par les cercles qui les commanditent». Poursuivant dans ce registre, il a déclaré :

«Ces bonnes manières sont les mêmes auxquelles l'Armée nationale populaire ne cesse, avec l'aide d'Allah, de donner la place méritée. C'est sur cet ensemble d'éthiques que la démarche professionnelle et effective de l'Armée nationale populaire se repose en permanence, et c'est à la lumière des orientations de Son Excellence, Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale que notre Armée œuvre, sans répit, à rendre la conduite de ses personnels militaires avec leurs différents grades et diverses responsabilités, une source d'inspiration et un exemple à suivre sur le chemin de la droiture qui cadre avec les valeurs de

l'Armée nationale populaire et sur lequel elle s'appuie dans sa démarche qui constitue le fondement de son caractère légaliste et républicain, respectueux de l'ordre constitutionnel. Une Armée qui n'a jamais de leçons à recevoir d'individus qui n'existent que par les cercles qui les commanditent».

Perdant le sens de la mesure, ces individus s'accordent une vocation et une dimension qui ne sont pas les leurs, et se lancent, sans aucun scrupule, dans des affabulations débridées, découplant d'un narcissisme maladif, qui les pousse jusqu'à prétendre bien connaître le Haut Commandement de l'Armée nationale populaire, pour prévoir sa position vis-à-vis des élections présidentielles ; grave dérivation qui dénote d'un seuil inquiétant d'inconscience que seule l'ambition aveugle peut provoquer».

«Des mentalités vaincues par leur égoïsme»

«Cette ambition qui émane de certaines mentalités vaincues par leur égoïsme et leur ingratitude envers la prestigieuse institution qui les a accueillis, a vu grandir et a formés à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Ils ont exercé, tout au long de leur carrière professionnelle, dans de simples fonctions qui ne leur permettent pas de songer ou d'aspirer à avoir meilleur que cela. De surcroît, ces individus se sont permis de s'autoproclamer porte-parole de l'institution militaire et d'être asservis à des parties qui n'accordent aucune considération aux intérêts supérieurs de l'Armée nationale populaire, sachant que porter atteinte à

l'Armée de n'importe quelle façon possible, constitue, assurément, un tort contre l'Algérie et son peuple (...).

«Le droit de faire appliquer les mesures légales appropriées»

A dire vrai, une Armée avec de telles caractéristiques, de tel effort professionnel et avec de telles réalisations sur le terrain qui parlent d'elles-mêmes et que nous sommes intimement convaincus qu'elles suscitent un écho favorable au sein de notre peuple sur l'ensemble du pays, une Armée avec cette dimension et cet engagement saura toujours repérer son chemin droit qui concorde avec ses nobles missions constitutionnelles, et saura cerner les contours de la démarche active et rationnelle avec laquelle le parcours vers davantage de réalisations au service de l'Algérie et de son avenir, sera parachevé. Que tout le monde sache que l'Armée nationale populaire ne prêterait pas attention, à travers le parachèvement de son processus effectif, à ceux qui ont égaré la capacité d'établir une distinction entre ce qui est personnel et ce qui est national.

A ce titre, nous soulignons que la réglementation juridique sert toujours de contrôleur et de gardien contre tout agissement ou dépassement, et elle protégera les intérêts de l'Armée nationale populaire et de l'Algérie. Sur ce, cette réglementation juridique doit rester en vigueur et à travers laquelle notre institution se réserve le droit de faire appliquer à l'encontre de ces individus, les mesures légales appropriées».

A.S./Communiqué

LA QUESTION DU JOUR

La proposition turque

Suite de la page une

Les unités kurdes qui avec l'aide de l'armée américaine ont combattu Daech, et en particulier l'ont chassé de Raqqa, non seulement ne feraient pas partie de cette "force de stabilisation", mais seraient une cible pour elle, puisque pour les Turcs elles ne sont pas moins terroristes que Daech. Elles le seraient même davantage en vérité. De sorte qu'on voit mal comment les Américains pourraient donner une suite favorable à cette proposition, eux qui ont retardé le retrait de leurs soldats par crainte précisément que les Turcs en profitent aussitôt pour massacrer les Kurdes. En ce moment même, deux émissaires américains, à savoir John Bolton et Mike Pompeo, font le tour de leurs alliés dans la région pour les préparer à l'idée de leur départ de Syrie. Cela ne veut pas dire d'ailleurs que celui-ci soit des plus imminents. En fait, les Américains s'aperçoivent chaque jour davantage combien ils risquent de se laisser enlisés s'ils ne réussissent pas dès à présent à s'extirper de ce pays "de sable et de mort", comme l'a décrit récemment leur président. Ils doivent plier bagage, mais toutefois sans trop de précipitation, pas en sacrifiant leurs alliés kurdes, ni non plus en s'y attardant plus que de raison, car ils risqueraient dans ce cas de ne plus pouvoir s'en aller. Là-dessus Erdogan vient avec sa proposition de prendre leur place, car à leur différence lui ne craint pas de devoir rester, tout au contraire il ne demande rien d'autre. Il a les moyens de faire le job, c'est-à-dire d'empêcher le retour de Daech, sauf que ce serait au prix à la fois d'un écrasement des forces kurdes et de l'intégrité territoriale de la Syrie, qui se verrait amputer d'au moins un tiers de son territoire.

M. H.

Le tourisme a toutes les raisons pour s'épanouir en Algérie

Allier atouts intrinsèques et normes universelles

■ Est-il encore besoin de dire que l'Algérie possède un grand potentiel touristique ? Oui, aujourd'hui plus que jamais, car c'est une réalité qui ouvre la perspective d'ériger le tourisme, devenu alors industrie touristique, en véritable secteur économique, avec ses apports en richesses et en emplois.

Par Filali H. Imène

Cela au moment où notre pays a tant besoin de cette dynamique de renouveau qui permette de substituer de nouvelles richesses aux richesses énergétiques. Tous ces atouts de l'Algérie touristique constituent un grand point de départ qui justifie tous les engagements. Beauté et diversité des paysages de ce pays-continent qu'est l'Algérie, voilà déjà l'un des plus importants gisements touristiques qui a besoin d'être exploré et exploité.

Ce potentiel touristique a suscité de grands élans d'investissements publics et privés qui œuvrent pour le développement du tourisme en vue d'ériger cette activité en véritable industrie créatrice de valeur économique et d'emplois.

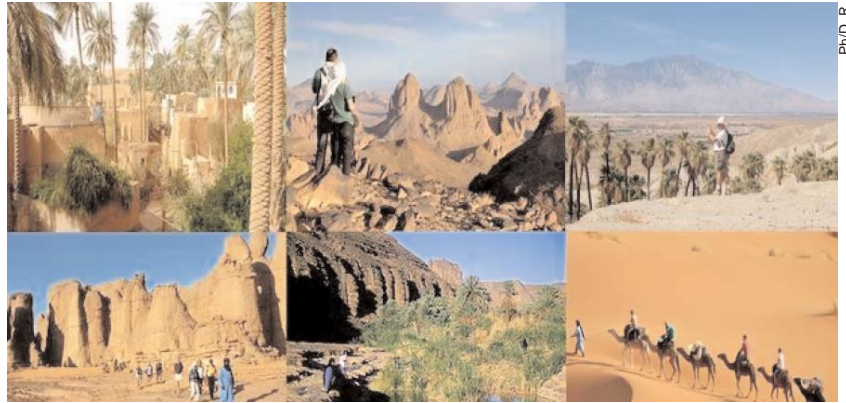
Au touriste l'Algérie a beaucoup à offrir : la beauté des paysages, les richesses archéologiques, les sites historiques et d'autres de grande valeur architecturale, les aspects de la culture traditionnelle représentant un fonds patrimonial très précieux et diversifié, ou encore une vie culturelle intense avec ses festivités, ses mawassim, ses folklores, son artisanat, ses mythes locaux, ses thèmes musicaux et chorégraphiques,...

En fait, l'Algérie réunit tous ces atouts et davantage encore pour fonder un tourisme de portée mondiale. Cela surtout si l'on pense à toutes les thématiques touristiques qui peuvent être développées, dont celle portant sur la richesse de notre récit national autour de la glorieuse révolution du 1^{er} Novembre 54.

Dans la foulée, on n'oublie pas le tourisme scientifique et écologique, un créneau particulièrement intéressant en Algérie, quand on pense aux nombreux microclimats de certaines régions, avec une faune et une flore assez riches et très originales. Ce sont là donc autant d'atouts et autant d'éléments de base communément reconnus comme étant potentiellement porteurs auprès de la population touristique mondiale pour qui l'Algérie représenterait une destination de choix qui pourrait faire toute la différence.

La différence est aussi dans le Grand-Sud algérien, le plus grand musée à ciel ouvert au monde, qui recèle des richesses naturelles et d'autres façonnées par le temps et les hommes qu'on ne voit nulle part ailleurs dans le monde.

Il s'agit bel et bien de cette



Ph.D. R.

capacité intrinsèque de faire la différence, pour peu qu'il y ait, en commun, avec le tourisme dans le monde, de plus en plus, les éléments qui fondent une industrie touristique : autrement dit, des structures hôtelières, de restauration et de divertissement qui soient en mesure de refléter à la fois le cachet culturel algérien et la dimension internationale, la touche locale et la vision globale, avec des capacités et une qualité d'accueil conséquentes, qui prennent en compte toute la complexité de l'offre touristique mondiale en

matière de diversité et de qualité de services, en matière d'attractivité et de prise en charge humaine.

Ces dernières années, une politique réaliste et consciente des enjeux que recouvre le secteur touristique est en train d'acquiescer l'activité, et l'ensemble de l'environnement socio-patrimonial auquel elle s'adosse et d'où elle puise sa force et sa crédibilité, dans le sens de la concrétisation de tous ces éléments fondateurs d'une activité touristique qui réponde aux attentes globales des touristes locaux et

internationaux.

Mieux encore, la réflexion portée à un niveau national, semble avoir été partagée pour trouver des déclinaisons locales spécifiques à chaque région ; ce qui permettra une diversité et une multiplicité des expériences, dont l'effet enrichissant n'aura alors d'égal, dans le cadre de cette démarche à la fois culturelle et économique, que l'effet normalisant d'une définition commune de la qualité de services si vitale à une activité aussi humaine que le tourisme. F. H. I.

Oran/Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration

L'ESHRA accueillera la deuxième promotion d'étudiants en mars

L'Ecole supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Algérie (ESHRA), basée à Oran, accueillera en mars prochain une deuxième promotion de stagiaires, a-t-on appris hier de la direction locale du tourisme et de l'artisanat. Une trentaine d'étudiants sont attendus pour entamer un cursus de formation technique dans le domaine, a indiqué à l'APS le directeur local du tourisme et de l'artisanat, Belabes Kaïm Benamar. L'ESHRA, qui a accueilli une première promotion d'étudiants en novembre dernier, est la deuxième école de tourisme à l'échelle nationale après celle d'Alger.

«Cet acquis vient accompagner la dynamique enclenchée ces dernières années à Oran autour du tourisme, avec l'objectif d'en faire une destination touristique d'excellence», a estimé la même source. M. Kaïm Benamar a, par ailleurs, souligné la nécessité d'une meilleure exploitation des ressources humaines afin de répondre aux besoins d'une main-d'œuvre qualifiée et spécialisée qu'exprimeront à l'avenir les différents projets touristiques et hôteliers en cours de réalisation. L'accès à l'école est conditionné par l'obtention du baccalauréat et la réussite aux tests d'admission. La formation initiale (DTS) à

l'ESHRA d'Oran est dispensée pendant deux années avec des offres de cycles de courte durée à la carte pour les établissements hôteliers, souligne-t-on. La wilaya d'Oran connaît une dynamique particulière en matière d'infrastructures touristiques. Pas moins de 170 projets sont en cours de réalisation. «Le taux d'avancement des travaux de certains projets a atteint les 99% et quelque 14 établissements hôteliers seront réceptionnés d'ici à la fin de l'année 2019», a rappelé le même responsable. Globalement, les 170 projets en question seront livrés d'ici à l'année 2021, qui coïncidera avec

l'organisation, à Oran, de la 19^e édition des Jeux méditerranéens. Grâce à ces réalisations, le parc hôtelier de la wilaya sera constitué, dans les trois prochaines années, de plus de 300 hôtels, toutes catégories confondues, offrant une capacité d'accueil de plus de 40 000 lits. «Tout cela nous pousse à accorder une importance particulière à la formation, car toutes ces infrastructures modernes exigent un personnel qualifié pour assurer leur bon fonctionnement», a encore souligné le directeur du tourisme et de l'artisanat de la wilaya d'Oran.

Safy T.

À partir d'aujourd'hui

Messahel en visite officielle dans les pays scandinaves

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, effectuera une visite officielle dans les pays scandinaves qui le mènera successivement à Copenhague, les 9 et 10 janvier 2019, puis à Helsinki, les 11 et 12 du même mois, en réponse à des invitations de ses homologues danois, Anders Samuelsen, et finlandais Timo Soïni, indique hier le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué. «Cette tournée s'inscrit dans le cadre du raffermissement du dialogue politique et du partenariat économique avec les pays scandinaves, avec lesquels l'Algérie entretient des

relations traditionnelles d'amitié et de coopération», précise la même source.

Au cours de ces deux visites, le chef de la diplomatie algérienne passera en revue avec les responsables danois et finlandais

«les différents volets des relations bilatérales, et tout particulièrement le partenariat économique et commercial, avec en projection les perspectives du développement de la coopération pour la période à venir». Il

aura à cette occasion «des échanges de vues avec les responsables des pays visités sur les grandes questions régionales et internationales d'intérêt commun, en particulier la situation au Maghreb, la question du Sahara

occidental, la crise en Libye, le Sahel, l'Afrique, le Moyen-Orient, les relations UA-UE, ainsi que certaines questions globales comme la lutte antiterroriste et la problématique de la migration».

Samiha Ay.

Accidents de la circulation

28 morts et plus de 1 000 blessés en une semaine

Vingt-huit personnes ont perdu la vie et 1 370 ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus durant la période du 29 décembre 2018 au 5 janvier 2019, dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi hier par les services de la

Protection civile. La wilaya de Khenchela déplore le bilan le plus lourd avec le décès de 4 personnes, alors que 6 autres ont été blessées, suite à 14 accidents de la route.

Durant la même période, les unités de la Protection civile sont, en outre, intervenues

pour l'extinction de 623 incendies urbains et industriels, l'évacuation de 8 838 malades vers des structures hospitalières et effectué 4 287 opérations d'assistance à des personnes en danger.

May T.

Foncier industriel

Une taxe de 5% pour les bénéficiaires des terrains non exploités

■ Tout bénéficiaire d'un terrain à vocation industrielle demeuré inexploité pendant plus de trois ans est soumis à une taxe annuelle de 5% de la valeur vénale du terrain concerné, indique un décret exécutif publié au «Journal officiel» n° 77.

Par Amel B.

Ce nouveau texte définit les conditions et les modalités d'application des dispositions de l'article 76 de la loi de finances complémentaire pour 2015, modifié et complété, instituant une taxe à la charge de tout bénéficiaire de terrain viabilisé à vocation industrielle situé en zones industrielles ou en zones d'activités, mis sur le marché par voie de cession par les organismes aménageurs publics, demeuré inexploité. Le décret exécutif précise que la taxe visée est due annuellement par tout bénéficiaire de terrain demeuré inexploité pendant une période supérieure à trois ans, à compter de la date de son attribution. Le montant de cette taxe est fixé à 5% de la valeur vénale du terrain, précise le texte. Ce décret définit le terrain viabilisé comme «tout terrain desservi par un

réseau de voirie, d'assainissement et d'alimentation en eau potable». Est considéré terrain inexploité «tout terrain dont le projet d'investissement prévu n'est pas entré en exploitation totale ou partielle». L'exploitation partielle étant pour sa part définie par tout projet dont le niveau des acquisitions de moyens de production permet de produire, même partiellement, dans les conditions et normes fixées par la législation et la réglementation régissant l'activité exercée et pour laquelle le terrain a été affecté. De plus, le texte indique que les services de la Direction chargée de l'industrie, territorialement compétente, sont tenus d'effectuer des visites aux niveaux des zones industrielles et des zones d'activités pour procéder aux vérifications et aux contrôles qu'ils jugent utiles, à l'effet de recenser annuellement les terrains inexploités. Ces services sont habilités à recueillir



P.V.D. R.

toute information auprès des administrations et organismes compétents permettant d'identifier le propriétaire du terrain inexploité. Dans ce cadre, les services de la direction chargée de l'industrie territorialement compétente peuvent solliciter

l'appui de la force publique, par le biais du wali territorialement compétent, en cas d'entrave à l'exercice de la constatation. Un registre de suivi des opérations de constatation de terrains inexploités est tenu par les services de la direction chargée de l'in-

dustrie, note le texte. En outre, le décret exécutif avise que la perception de cette taxe de 5% «n'exempte pas le bénéficiaire du terrain des éventuelles poursuites judiciaires pour la résiliation de la transaction».

A. B. /APS

Pomme de terre

Plusieurs dispositifs pour appuyer la filière

Plusieurs dispositifs ont été déployés par les pouvoirs publics pour soutenir la filière de la pomme de terre, a indiqué le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche dans un communiqué, à l'issue d'une réunion de travail présidée par le secrétaire général du ministère, Kamel Chadi. «De multiples mesures ont été prises par le secteur, notamment en matière d'approvisionnement de semence, ce qui a permis une plantation précoce, à partir de la mi-novembre, pour atteindre une superficie de 9 639 hectares et les plantations se poursuivent dans différentes régions», a-t-on souligné lors de cette rencontre

sur la filière pomme de terre en vue d'évaluer les programmes de production en cours (arrière-saison, primeur et saison). Cette rencontre a vu la présence notamment des directeurs des services agricoles des wilayas concernées, l'Office national interprofessionnel des légumes et des viandes (Onilev), les acteurs de la filière, les représentants de la Badr et la CNMA, ainsi que les instituts et les centres et les organismes spécialisés. La réunion a porté également sur l'évaluation des niveaux de plantation et production des différents programmes de production en cours, les dispositifs d'encadrement, la régulation

et les questions liées aux financements et aux assurances agricoles. «A l'issue des évaluations de la filière, il a été relevé une hausse de 5% dans la superficie plantée en tranche arrière-saison 2018-2019 (60 484 hectares) et 11% dans la prévision de production (11 915 595 quintaux) par rapport à la campagne écoulée», lit-on dans le communiqué. «Les superficies récoltées à ce jour sont de 29 910 hectares avec une production de 8 644 997 quintaux, a précisé la même source, en assurant que l'entrée précoce de cette production d'arrière-saison, associée aux dispositifs de déstockage a eu un impact «positif» sur le prix

de la pomme de terre. Les plantations pour la tranche primeur 2018-2019 sont de 4 265 hectares, soit le même niveau de plantation que la campagne écoulée. Une hausse de 3% dans les objectifs de plantations pour la tranche saison 2018-2019 : 72 541 hectares avec une prévision de production de 24 813 157 quintaux, a-t-on encore précisé. Au terme de cette réunion, plusieurs orientations ont été données pour appuyer davantage cette dynamique au niveau de la filière à travers notamment la poursuite des efforts déployés pour sécuriser l'approvisionnement des pro-

grammes de production de semences de qualité, la couverture des besoins de la filière en mécanisation pour palier au manque de la main œuvre agricole et le renforcement du dispositif de régulation. En outre, des instructions ont été données pour l'accompagnement financier des agriculteurs afin de les encourager à investir dans cette filière, ainsi que pour les inciter à contracter une assurance contre les risques agricoles.

M. Y.

Changes

L'euro baisse face au dollar

L'euro perdait du terrain face au dollar hier, après avoir grimpé la veille, dans un marché prudent et attentif aux négociations sino-américaines. A la mi-journée, l'euro s'échangeait à 1,1452 dollar pour un euro, contre 1,1474 lundi soir. Les négociateurs américains ont entamé des discussions avec leurs homologues chinois lundi à Pékin pour tenter de mettre fin à la guerre commerciale entre les deux premières économies du monde. Les Etats-Unis et la Chine ont décrété une trêve jusqu'au 2 mars dans la surenchère de leurs représentations tarifaires pour donner une chance à ces discussions. «Après un premier jour de discussion sans annonce majeure, les investisseurs surveillent d'éventuelles petites phrases pour prendre le pouls des deux côtés», a expliqué un analyste, alors que la prudence semble de mise sur les marchés. «Pour l'instant, le marché est plus ou moins dans le noir, ce qui ne soutient pas l'appétit pour

la risqué», ont souligné les analystes, évoquant le «shutdown» aux Etats-Unis. La fermeture partielle des administrations fédérales se traduit en effet notamment par le report de la publication d'indicateurs économiques. Du côté de la monnaie unique, les cambistes digéraient les chiffres de la production industrielle allemande qui a de nouveau reculé en novembre, cédant 1,9% sur un mois alors que les analystes misaient sur un rebond. De surcroît, le chiffre d'octobre a été révisé à la baisse avec un recul de 0,8% sur un mois contre -0,5% initialement publié. Cette publication «apporte la preuve supplémentaire que la première économie de la zone euro a connu une croissance médiocre au quatrième trimestre», ont réagi des analystes. Depuis plusieurs mois, la crainte d'un ralentissement économique de la zone euro pèse sur la monnaie unique. Enfin, les investisseurs gardaient un œil sur les dis-

cussions autour du Brexit alors que le vote du Parlement britannique sur l'accord négocié doit avoir lieu la semaine prochaine. A l'heure actuelle, son adoption reste plus qu'incertaine. Mardi matin, le dollar montait légèrement face au yen, à 108,85 yens pour un dollar contre 108,72 lundi soir, tandis que l'euro reculait légèrement face à la monnaie nipponne, à 124,65 yens pour un euro contre 124,74 lundi. La livre sterling montait légèrement face à l'euro (à 89,68 pence contre 89,79 pence pour un euro lundi soir) mais déclinait légèrement face au billet vert (à 1,2769 contre 1,2777 la veille). Le franc suisse gagnait du terrain face à l'euro, à 1,1227 franc suisse pour un euro contre 1,1242 lundi et se stabilisait face au dollar, à 0,9804 franc suisse pour un billet vert, contre 0,9797 lundi soir. La monnaie chinoise valait 6,8520 yuans pour un dollar contre 6,8510 lundi après-midi.

Agences

Zone euro Recul marqué de la confiance économique en décembre

LA CONFIANCE économique dans la zone euro a fortement reculé en décembre, selon l'étude mensuelle publiée hier par la Commission européenne. Cet indice de confiance, dit ESI («Economic Sentiment Indicator»), s'est affiché à 107,3 points dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique, contre 109,5 points en novembre. Le chiffre est inférieur aux attentes des analystes interrogés par le fournisseur de services financiers Factset qui tablait sur 108,4 points. La confiance a reculé dans l'industrie (-2,3 points), les services (-1,4), la construction (-1,0), ainsi que celle des consommateurs (-2,3). Elle progresse en revanche dans le commerce de détail (+0,5).

R. E.

Tizi-Ouzou/ Foire agrumicole de Draa Ben Khedda

Débat autour de l'exportation et la transformation des agrumes

■ L'exportation des agrumes a été au cœur des débats de la deuxième foire agrumicole de la daïra de Draa Ben Khedda (10 km à l'ouest de Tizi-Ouzou), qui s'est ouverte au siège de la subdivision agricole de la localité, première région productrice à l'échelle de la wilaya.

Par Anissa H.

Les participants à une journée d'étude sur le développement de la filière agrumicole, organisée à l'occasion de cette foire, ont observé que «les agrumes produits à Tizi-Ouzou comme à l'échelle nationale, sont de bonne qualité et peuvent facilement trouver place sur le marché international pour peu que certaines normes soient respectées concernant notamment le calibrage du fruit et la limitation de l'utilisation des pesticides». M. Kaci Boukhalfa, inspecteur phytosanitaire à la direction locale des Services agricoles (DSA), a souligné les méfaits d'une utilisation abusive de pesticides et d'engrais chimiques, insistant sur l'importance du respect du délai avant récolte lors d'utilisation de produits phytosanitaires afin de préserver la santé du consommateur algérien des pathologies liées aux résidus de pesticides dans les fruits et légumes et aussi pour augmenter ses chances à l'exportation. L'enseignant-chercheur à l'université de Tizi-Ouzou, Hocine Doufene, a indiqué, pour sa part, l'existence de possibilités pour l'exportation des agrumes d'Algérie, pour peu que la filière agrumicole soit organisée. «L'indication principale pour mieux valoriser cette production de qualité est d'organiser la filière. Il faut aussi développer sa

transformation (production de jus, de concentré de jus, de confiture, d'arômes, d'huiles essentielles, d'eau de fleurs d'orangers) pour valoriser la surproduction», a-t-il dit. Le chef de service foncier et investissement à la DSA, Kouraba Karim, a observé, quant à lui, que «la création de coopérative agricole par filières permettra de prendre en charge le problème de commercialisation et avoir des prix sur le marché qui seront accessibles au consommateur en éliminant tous les intermédiaires qui font augmenter les prix». La subdivision agricole de Draa Ben Khedda, Roza belhemri, a indiqué que le verger agrumicole



Ph. > D. R.

de Draa Ben Khedda s'étend sur une superficie de plus de 640 ha, dont près de 625 en rapport (répartis sur les commune de Draa Ben Khedda, Tadmaït et Sidi Naamane). Durant la saison 2017/2018, cette région a produit un total de 318 000 quintaux (qx) d'agrumes. Pour sa part, la chargée la filière arboricole à la DSA,

Mohamed-Yahiaoui Lathmas, a indiqué qu'à ce jour une production totale de 136 000 qx d'agrumes a été réalisée au niveau de la wilaya pour un rendement moyen de 340qx/ha. «Cette foire est une occasion pour faire connaître la production agrumicole locale et de la valoriser. Elle offre aussi un espace de

sensibilisation sur les bonnes pratiques pour augmenter qualitativement et quantitativement la production, tout en créant une occasion d'échange entre les professionnels de la filière dans la perspective de susciter des investissements notamment dans le domaine de la transformation», a-t-elle ajouté. **A. H. /APS**

Skikda / Pomme de terre d'arrière-saison

Production prévisionnelle de plus de 200 000 quintaux

La Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya de Skikda prévoit la réalisation au titre de la campagne agricole en cours d'une production de 238 000 quintaux de pomme de terre d'arrière-saison destinés à la consommation, a-t-on appris lundi d'un cadre relevant de ce secteur. L'opération d'ensemencement de la pomme de terre d'arrière-saison, réalisée entre les mois d'août et septembre derniers notamment dans les daïras d'El Harrach et de Ben Azouz, a ciblé une superficie globale de 1 190 hectares, pour un rendement attendu de plus de 200 quintaux par hectare, a précisé à l'APS le chargé de l'information et de la communication de la DSA, Rabah Mesikh. La récolte de pomme de terre d'arrière-saison réservée aux semences prévue au titre de

cette saison, atteindra 16 200 quintaux, contre une production estimée à 705 quintaux enregistrés l'année précédente sur superficie de 5 hectares, ajoute le même responsable. La récolte de pomme de terre attendue cette année, a affirmé M. Mesikh, connaîtra «une hausse sensible» par rapport à celle recensée à la dernière campagne, ou la production de ce légume a atteint 171 000 quintaux. Il a indiqué à ce propos que le climat adéquat de la région, l'augmentation de la surface cultivée passant de 750 hectares à 1 190 hectares, la maîtrise de l'itinéraire technique de cette filière par les agriculteurs ainsi que la disponibilité des engrais en quantités suffisantes sont les facteurs qui ont favorisé l'augmentation de ce produit alimentaire de base. Considérée comme une production

très demandée par le citoyen, la récolte de pomme de terre d'arrière-saison, «pourrait couvrir les besoins du marché local», a-t-on fait savoir. Les grandes quantités disponibles de pomme de terre et la redynamisation du dispositif de régulation des produits agricoles à large consommation mis en place par l'Etat sont «en mesure de contribuer à baisser les prix de ce légume qui a atteint jusqu'à 80 DA par kg», a expliqué la même source. Les prix de la pomme de terre ont chuté récemment dans les marchés de Skikda et le légume est cédé à 40 DA, après la mise sur les marchés locaux des premiers quintaux de la pomme de terre de pomme d'arrière-saison, a-t-on signalé des services de la DSA.

F. Y.

Attribution avant la fin du premier trimestre de plus de 7 600 logements publics locatifs

Un total de 7 618 logements publics locatifs (LPL), sera distribué dans la wilaya de M'sila, avant la fin du premier trimestre de l'année en cours, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Ce quota jugé «important» est réparti sur 24 communes de cette wilaya, a précisé la même source, soulignant que l'opération d'étude des dossiers des futurs bénéficiaires «était en cours». Les services de la wilaya ont ajouté que jusque-là, plus de 15 000 dossiers de demandeurs de logements ont été recensés au chef-lieu de wilaya où plus de 1 200 unités seront attribuées. Des instructions ont été données par le chef de l'exécutif local aux comités de daïras chargés d'attribution des logements, pour accélérer la procédure d'étude des dossiers des demandeurs de ce type d'habitat, a-t-on fait savoir.

Les services de la wilaya ont attesté que des efforts sont déployés actuellement pour le parachèvement des travaux de raccordement aux réseaux divers d'électricité et du gaz naturel, d'eau potable et d'assai-

nissement afin de garantir la livraison d'habitations disposant de toutes les commodités nécessaires. Rappelons qu'un programme de logements constitué de 17 489 unités, tous segments confondus est en cours de

concrétisation dans diverses communes de la wilaya dont 17 492 LPL seront réceptionnés «avant la fin du premier semestre de l'année en cours». Pas moins de 87 633 logements tous segments confondus dont 33 670

LPL ont été réalisés dans la wilaya de M'sila entre les années 2005 et 2018, ce qui a permis de réduire le taux d'occupation par logement (TOL) de 5,5 personnes à 4,5, a conclu la même source. **D. Y./APS**

M'sila

Formation professionnelle à El Tarf Près de 3 900 postes pour la session de février

Pas moins de 3 895 postes pédagogiques sont proposés dans le secteur de la formation professionnelle pour la session de février prochain, a indiqué le chef de bureau chargé du suivi de la formation auprès de la direction locale du secteur. Cet éventail de postes de formation dont 2 865 postes dans la filière diplômante et 1 030 autres qualifiantes, englobe 197 spécialités dont neuf nouvelles, réparties sur 190 postes de formation, a ajouté Ali Teguida. Les spécialités nouvelles intéressent les domaines de l'agriculture, l'hôtellerie et le tourisme, l'électricité et les métiers de l'eau et l'environnement, a

précisé la même source en signalant que les branches dominantes sont celles liées à la spécificité de cette région, à savoir l'agriculture et le tourisme et l'hôtellerie. «Les formations proposées sont bien étudiées et adaptées à l'offre existante sur le marché local de l'emploi», a assuré, de son côté, à l'APS, le directeur local du secteur Abdelwahab Hadji, rappelant que la révision de la nomenclature de la formation professionnelle, à la fin du mois de décembre dernier, a accordé un «intérêt particulier» aux demandeurs de formation justifiant un niveau d'instruction réduit. Les inscriptions débutées dimanche

devront se poursuivre jusqu'au 16 février, a-t-il également noté en indiquant qu'elles seront suivies de trois journées de sélection et d'orientation entre les 17 et 19 février, «juste avant la rentrée officielle qui aura lieu le 24 février». La wilaya d'El Tarf qui a enregistré en septembre dernier, plus de 5 600 stagiaires à travers 251 sections de formation, compte, a-t-il rappelé, 18 établissements dont 03 instituts nationaux spécialisés dans la formation professionnelle (INSFP), 12 CFPA et 03 annexes, d'une capacité globale théorique de 4 575 postes pédagogiques et 920 lits. **R. R.**



Moyen-Orient

Le chef de la diplomatie américaine en tournée pour rassurer ses alliés

■ Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a débuté hier à Amman une tournée au Moyen-Orient visant notamment à rassurer sur l'implication des États-Unis en Syrie, après l'annonce surprise d'un retrait de leurs troupes de ce pays.

Par Rosa C.

Outre la Jordanie, le responsable américain doit se rendre en Égypte, à Bahreïn, à Abou Dhabi, au Qatar, en Arabie saoudite, à Oman et au Koweït, selon le département d'État. La Maison-Blanche avait également fait savoir qu'il irait à Bagdad, mais cette étape n'a pas été confirmée. Dans l'avion qui l'emmenait en Jordanie, M. Pompeo a déclaré aux journalistes qu'il voulait montrer que «les États-Unis sont toujours impliqués dans toutes les missions dans lesquelles ils se sont engagés ces deux dernières années». Le président américain Donald Trump a annoncé à la surprise générale, avant Noël, le retrait des soldats américains déployés en Syrie pour combattre le groupe jihadiste État islamique (EI). Sa décision a pris de court les alliés des Américains, que Washington tente maintenant à la fois de rassurer et de prioriser

prendre le relais sur le terrain après son départ. Le gouvernement américain a multiplié récemment les messages pour donner l'impression initiale de départ précipité donnée par le locataire de la Maison-Blanche. Voulant conforter l'idée que les États-Unis restaient encore bel et bien actifs en Syrie, un porte-parole du Pentagone, le commandant Sean Robertson, a indiqué lundi à l'AFP que les forces de la coalition antijihadistes, dirigée par Washington, continuent de fournir une assistance aux «partenaires syriens, avec un soutien aérien et des frappes d'artillerie dans la vallée de l'Euphrate». La coalition assiste les Forces démocratiques syriennes (FDS), une coalition de milices arabo-kurdes, dans son offensive contre l'EI dans cette région frontalière avec l'Irak. Preuve que l'EI n'est pas encore vaincu dans ce secteur, son ultime bastion en Syrie, les jihadistes y ont lancé récem-

ment des contre-attaques contre les FDS, faisant plus de 30 morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Pour rassurer les combattants kurdes, M. Pompeo a dit lundi que la Turquie avait promis de les protéger. Ces propos semblent cependant contredire les menaces répétées de M. Erdogan qui a encore dit hier que la Turquie était déterminée à neutraliser les groupes «terroristes», en allusion notamment aux Unités de protection du peuple (YPG), épine dorsale des FDS. Le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton, a entamé hier des entretiens en Turquie axés sur le retrait américain sur lequel Ankara entend obtenir des détails. Pour rassurer les alliés occidentaux engagés dans la coalition antijihadiste, le département d'État garantit désormais qu'il n'y a «pas de calendrier» pour le retrait militaire, qui sera «extrêmement coordonné» afin de ne «pas laisser de vides que les terroristes pourraient exploiter». Pour rassurer enfin les alliés régionaux, Israël en tête, qui ont comme ennemi commun l'Iran, ce responsable a confirmé que «le retrait de Syrie de toutes les forces sous commandement iranien» demeurerait parmi les «objectifs» de Washington, mais par «d'autres moyens» que la simple présence militaire américaine, selon un responsable de la diplomatie américaine. L'administration Trump cherche à promouvoir le



PH. > D. R.

concept d'un Otan arabe («Middle East Strategic Alliance») pour contrer l'influence de l'Iran dans la région. «C'est une coalition qui comprend que les plus grandes menaces – le terrorisme et la République islamique d'Iran – sont des choses sur lesquelles on devrait travailler conjointement et pour lesquelles nous rassemblerons toutes les ressources», a dit M. Pompeo dans l'avion. Fait rare, Mike Pompeo se rendra au cours d'un même voyage dans les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), en proie aux divisions entre le Qatar et ses voisins arabes, pour les appeler à cette unité contre l'Iran. Au menu des discussions à Abou Dhabi, Ryad, Mascate et Koweït, également la guerre au Yémen où un cessez-le-feu est entré en vigueur dans le port de Hodeïda (ouest) après des discussions de paix saluées par les États-Unis. L'administration Trump est sous la pression du Sénat américain qui a voté en décembre une résolution pour

que Washington cesse de soutenir militairement au Yémen la coalition menée par l'Arabie saoudite contre les rebelles Houthis appuyés par l'Iran. Les sénateurs américains sont particulièrement remontés contre Ryad depuis l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, début octobre dans le consulat d'Arabie à Istanbul. Ils ont adopté une autre résolution, par consentement unanime, accusant le puissant prince héritier saoudien Mohammed ben Salmane d'être «responsable du meurtre», alors même que l'administration Trump a fait savoir qu'elle entendait quoi qu'il en soit préserver l'alliance avec le royaume. Mike Pompeo, qui s'était affiché tout sourire auprès du prince au plus fort de l'affaire Khashoggi, va «continuer à faire pression» sur les responsables saoudiens, a dit un troisième responsable du département d'État. Selon ce diplomate, les «récits» des autorités saoudiennes sur le meurtre n'ont «pas encore atteint le seuil de crédibilité et respon-



Points chauds

Soutien

Par Fouzia Mahmoudi

Lors de la dernière présidentielle française, Benoît Hamon, le candidat des socialistes et Jean-Luc Mélenchon, candidat de La France Insoumise, se sont mutuellement lancés des appels pour fusionner leurs campagnes. Toutefois, chacun des deux candidats voulait être celui qui continuerait à porter la campagne présidentielle jusqu'au bout. Au final, leur entêtement leur a volé la victoire, Emmanuel Macron les devançant largement en profitant du déchirement de la gauche. Et aujourd'hui, plus de dix-huit mois plus tard il semblerait que Benoît Hamon continue d'en vouloir à Mélenchon et n'hésite pas à affirmer que ce dernier «a quitté les rives de la gauche». Le fondateur du mouvement Génération-s, affirme «ne plus comprendre ce que fait» le leader de La France insoumise. Interrogé sur RTL pour savoir s'il est lui-même «fasciné» par le gilet jaune Éric Drouot, comme Jean-Luc Mélenchon a dit l'être, Benoît Hamon a répondu par la négative, soulignant s'«intéresse(r) au mouvement social» mais ne «pas (être) fasciné par quelqu'un qui, semble-t-il, assume d'avoir voté aux deux tours pour Marine Le Pen». «Comme beaucoup, je ne comprends plus ce que fait Jean-Luc Mélenchon. En tout cas, il a quitté les rives de la gauche, il fait autre chose. C'est respectable, je respecte Jean-Luc Mélenchon comme tous les dirigeants politiques, mais, en l'occurrence, il n'est plus un acteur central du débat à gauche, car aujourd'hui commencer l'année par ce type de référence, quand (le député LFI François Ruffin) faisait des références à Étienne Chouard sur la question du référendum d'initiative citoyenne, tout ça, c'est du petit commerce électoral», a accusé Benoît Hamon. Dans un billet publié le 31 décembre sur sa page Facebook, Jean-Luc Mélenchon a exprimé sa «fascination» pour le gilet jaune Eric Érouet, un des initiateurs du mouvement, et lui a dit «merci» pour son action. François Ruffin avait lui, mi-décembre, rendu hommage à Étienne Chouard, un enseignant porteur de l'idée d'un référendum d'initiative citoyenne et controversé en raison notamment de son intérêt pour l'essayiste d'extrême droite Alain Soral. Benoît Hamon a souligné «non seulement» ne pas parler à Jean-Luc Mélenchon, mais aussi que les deux hommes ne sont «pas près» de «se parler si ça continue comme ça». Car, si le mouvement des gilets jaunes «exprime une colère légitime», il ne faut pas «oublier ce que c'est que la droite et la gauche». Mais les partisans de Mélenchon, au demeurant bien plus nombreux que ceux de Hamon, ne semblent pas heurtés par les choix de leur dirigeant, bien au contraire, le président de LFI répond aux inclinations de ceux qui le soutiennent.

F. M.

Turquie

Les suspects de l'assassinat de l'ambassadeur russe devant la justice

Le procès de 28 personnes soupçonnées d'implication dans l'assassinat de l'ambassadeur russe en Turquie s'est ouvert hier, plus de deux ans après ce meurtre derrière lequel Ankara voit la main de sa bête noire, le prédicateur Fethullah Gülen. L'ambassadeur Andreï Karlov a été tué le 19 décembre 2016 par un policier turc, en congé ce jour-là, lors du vernissage d'une exposition dans le centre-ville de la capitale turque. Le meurtrier, Mevlüt Mert Altıntas, avait affirmé avoir agi pour venger Alep, la grande ville du nord de la Syrie alors en passe d'être entièrement reprise par le régime syrien avec l'appui de Moscou. L'auteur de ce meurtre dont les images prises en direct ont fait le tour du monde a été abattu au cours d'une fusillade avec des policiers sur le lieu de l'assassinat. Mais la

Turquie a très vite désigné comme responsable le réseau de Fethullah Gülen, qualifié de «groupe terroriste» par les autorités turques qui lui imputent le putsch manqué contre le président Recep Tayyip Erdogan en juillet 2016. L'assassinat de l'ambassadeur Karlov a choqué la Turquie qui se remettait alors de la sanglante tentative de putsch survenue quelques mois plus tôt et était secouée par une vague d'attentats. Douze des 28 suspects jugés jeudi sont poursuivis pour «appartenance à une organisation terroriste», et les autres sont accusés notamment de «tentative de renversement de l'ordre constitutionnel» et de meurtre ou tentative de meurtre «avec un objectif terroriste», selon l'acte d'accusation. Treize d'entre eux sont actuellement en détention préventive. Au premier jour de ce procès qui se poursui-

vra toute la semaine, neuf prévenus doivent être auditionnés, dont quatre par vidéo-conférence depuis la prison. Selon l'acte d'accusation, ce meurtre était un acte visant à créer un «environnement de chaos» et à «briser» les relations bilatérales entre Ankara et Moscou en provoquant un conflit ouvert entre eux. Le procureur d'Ankara réclame la réclusion à perpétuité pour l'ensemble des personnes accusées. L'assassinat avait eu lieu en plein réchauffement des relations entre Ankara et Moscou entamé après une grave crise provoquée par la destruction d'un bombardier russe par l'aviation turque en novembre 2015 au-dessus de la frontière turco-syrienne. Depuis, la Turquie et la Russie ont nettement renforcé leur coopération, notamment en Syrie où ces deux pays soutiennent pourtant des camps opposés.



Des opéras peu repris en Algérie présentés au public

Concert de l'Orchestre de la Scala de Milan à Alger

■ La volonté de créer des échanges réguliers entre le Théâtre de la Scala de Milan et différentes institutions culturelles en Algérie s'est traduite par ce premier concert, animé lundi soir au Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi (TNA), qui a fait peau neuve après plusieurs mois de travaux de ravalement de sa façade. Le public a pu assister à un spectacle très particulier où l'orchestre a interprété des opéras peu repris en Algérie.

Par Abia Selles

L'Orchestre de l'Académie du Théâtre de la Scala de Milan, sous la direction du maestro Paolo Carignani, a animé, lundi soir à Alger, un concert de musique classique et chants d'opéra, dans le cadre des échanges culturels entre l'Algérie et l'Italie, devant un public nombreux et recueilli.

Près de deux heures, le nombre public du TNA a pu apprécier les voix pures et percutantes d'Anna Pirozzi (soprano), Stefano Secco (Ténor), Simone Piazzola (baryton) et Riccardo Zanellato (Basse), interprétant en deux parties une dizaine d'extraits d'opéras peu repris en

Algérie, du célèbre compositeur italien, Giuseppe Verdi (1813-1901).

Présentant au public chaque pièce au programme, Paolo Carignani, dirigeant d'une main de maître ses 73 instrumentistes, annonçait également, à tour de rôle, la cantatrice et les trois vocalistes qui se sont succédé sur la scène, faisant montre de leur maîtrise technique et leurs grandes capacités vocales, étendues sur de larges tessitures.

Les solistes aux voix étoffées, très applaudis par le public, accompagnés dans la rigueur académique par l'ensemble des musiciens, ont entonné durant la première partie, entre autres pièces, «La Forza del destino» (ouverture), «Don Carlo, O Carlo ascolta», «Simon Boccanegra, il



lacerato spirito» et «Trovatore tacea la notte».

Le temps de quelques échanges en coulisses entre musiciens qui exprimaient leur «bonheur de se produire à Alger», la sonnerie, stridente et continue du théâtre, retentit pour annoncer l'entame de la deuxième partie, déroulée avec la même intensité, dans des atmosphères solennelles, ornées d'interprétations en duo, en trio et en quatuor.

Les variations modales, rendues dans des exercices de haute exigence, alliant tech-

nique, rapidité et dextérité, ont permis à la virtuosité d'interprétation de l'ensemble des musiciens et des vocalistes de rappeler le génie créatif de Giuseppe Verdi, à travers, notamment, l'exécution, dans une parfaite synchronisation, de phrasés en quadruples croches étalés sur un tempo relativement élevé.

Les extraits d'opéras «Vespro Siciliani» (ouverture), «Macbeth : Ah ! La paterna mano», «Don Carlo : Restate» et «Don Carlo : Vago Sogno», ont figuré parmi les pièces au programme de la deuxième partie du concert.

Théâtre d'Opéra italien, la Scala de Milan, fondée en 1778, compte actuellement, selon Alexander Pereira, 1 600 étudiants et fait partie des salles d'opéra de renommée internationale, avec le «Théâtre San Carlo» de Naples, qui date de la même époque, et la «Fenice» de Venise, bâtie quatre ans plus tard.

A. S./APS

Festival du film amazigh à Tizi-Ouzou

Plus d'une trentaine de productions réceptionnées

Un total de 33 productions cinématographiques a été déposé auprès du commissariat du Festival national du film amazigh (FCNAFA) pour prendre part à sa 17^e édition, a indiqué lundi à Tizi-Ouzou le commissaire de la manifestation, Amar Tribèche. «Nous aurions aimé en recevoir davantage mais c'est un nombre appréciable au vu de la réalité du cinéma national dans son ensemble», a-t-il souligné à la

presse, en marge de l'ouverture des festivités de célébration de Yennayer. Il a précisé que les productions reçues, quatre longs métrages, quinze courts métrages, dix documentaires et quatre films d'animation, sont transmises à la commission de visualisation du ministère de la Culture pour être validées avant d'être sélectionnées. Initialement prévue pour le vingt novembre 2018, la date limite pour le dépôt

des productions filmiques a été prolongée au 31 décembre pour «permettre une large participation à cette édition», avait-on indiqué, alors qu'aucune date n'est par ailleurs avancée pour la tenue de cette manifestation.

Dédiée à la mémoire du défunt artiste Djamel Allam, décédé le quinze septembre dernier à Paris, cette édition sera consacrée à la formation cinématographique choisie comme

axe principal de la manifestation. «Il est impératif d'installer de nouveaux ressorts professionnels qui permettront d'apporter un plus pour cette manifestation et garantir sa pérennité, en développant notamment la formation cinématographique», avait déclaré, à ce propos, Tribèche, lors de son installation comme commissaire de cette manifestation en novembre dernier.

F. H.

Prix international du roman arabe

Wassini Laaradj et Lahbib Sayeh sur la longlist 2019

Les deux romanciers algériens, Wassini Laaradj et Lahbib Sayeh, ont été retenus sur la longlist 2019 du Prix international du roman arabe (Arab Booker Prize) avec respectivement leurs romans «May, Layali Isis Cubia» (May, les nuits d'Isis Copia) et «Ana oua Haim» (Moi et Haim), a dévoilé lundi le Booker Prize.

Ainsi, l'Algérie se trouve pour la première fois représentée par

deux ouvrages en même temps, le premier proposé par la maison d'édition libanaise «Dar Al adab» et le deuxième par les éditions «Mim».

Les auteurs Samir Kacimi, Amine Zaoui et Wassini Laaradj ont déjà figuraient sur la longlist de ce Prix, alors que l'écrivain Bachir Mefti a atteint la short list en 2012 avec son ouvrage «Pantin de feu».

Dans son roman «May, Layali

Isis Cubia», Wassini Laaradj s'est plongé dans la vie de la femme de lettres May Ziadé, et particulièrement la période de sa dépression et son combat en hôpital psychiatrique.

Le roman de Lahbib Sayeh «Ana oua Haim» tourne autour de deux personnages, un arabe et un juif, dans une Algérie sous occupation coloniale et traite de thèmes audacieux comme la trahison à la patrie.

La longlist 2019 du Prix international du roman arabe comprend 16 romans, sélectionnés parmi 134, représentant neuf pays et proposés par 13 maisons d'édition.

La short list devrait être dévoilée le 5 février prochain et le roman qui remportera le Prix sera annoncé le 23 avril à Abou Dhabi.

L. B.

Prévu pour le 1^{er} février à la Coupole d'Alger

Aït Menguellet anime un concert au bonheur de ses fans

Alger accueillera pour un concert exceptionnel le chanteur Lounis Aït Menguellet qui se produira le 1^{er} février prochain.

C'est à la Coupole d'Alger que l'auteur, compositeur et interprète ira à la rencontre de son public. Chantre incontournable de la musique folklorique, Lounis Aït Menguellet

fait partie des grands noms du patrimoine kabyle. Par ailleurs, le concert du chanteur reviendra sur ses plus grands classiques qu'il puisera d'une discographie conséquente. Rappelons que celui qui se fait appeler «le poète» repose sur une discographie qui débute dès la fin des années 1960.

Il est aussi auteur de plusieurs œuvres, s'illustrant entre autres dans la poésie.

Il est à noter que le concert, qui débutera à 14h, ouvrira sa billetterie au niveau de la Coupole d'Alger même, à Bab Ezzouar et à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou, du 28 au 31 janvier courant.

R. C.

AGEND'ART

Palais de la culture Moufidi-Zakaria (Kouba, Alger)

11 janvier à partir de 16h :
A l'occasion de Yennayer, les artistes Yasmine Taleb, Chourouq Mokhtar, Youssef Dali et Rezki Ouali anime une soirée musicale

Galerie d'arts de l'hôtel Soffitel (El-Hamma, Alger)

Jusqu'au 18 janvier :
Exposition «Un monde suspendu», de l'artiste Soraya Habes.

Basilique Notre-Dame d'Afrique (Bologhine, Alger)

Jusqu'au 15 janvier :
Exposition de photos «150 ans de passion pour l'Afrique» sur les Pères blancs et les Sœurs blanches, à l'occasion du 150^e anniversaire de leur fondation.

Jeu 10 janvier à partir de 19h30 :

Concert de piano et de chants lyriques «Un voyage romantique de la Seine au Rhin».

Cercle Frantz-Fanon de Riah El-Feth (El-Madania)

Jusqu'au 15 janvier 2019 :
Exposition collective d'arts plastiques «Trait d'union».

Galerie d'arts Espaco (Résidence CMB, 196 Oued Terfa, El-Achour, Alger)

jusqu'au 8 janvier 2019 :
Exposition «7 houmate» de l'artiste plasticien Karim Sergoua.
La Coupole (Dely Brahim)
1^{er} février :

Le grand artiste d'expression amazighe Lounis Aït Menguellet anime un spectacle musical.

Opéra d'Alger Boualem-Bessaïeh

10 janvier :
Lamia Aït Amara et le Ballet de l'Opéra d'Alger anime un spectacle qui arborera le thème des origines ainsi que celui des rythmes et couleurs d'Algérie.

Tunisie

Béji Caid Essebsi, «candidat naturel» de Nidaa Tounes à la prochaine présidentielle

■ Le président du bloc parlementaire de Nidaa Tounes, Sofien Toubel, a affirmé que l'actuel président de la République, Béji Caid Essebsi, serait le candidat naturel du parti lors de la prochaine élection présidentielle de 2019.

Par Farid M.

«**N**ous aurons un candidat à l'élection présidentielle. Son nom sera annoncé lors du prochain congrès (...) Naturellement, la priorité sera donnée à Béji Caid Essebsi. Il est le fondateur du parti (...) s'il souhaite se présenter, nous ne trouverons pas mieux que lui», a-t-il affirmé. En marge des préparatifs du prochain congrès du parti, qui se déroulera les 2 et 3 mars prochain, le parti a tenu une conférence des commissions régionales, dimanche, au cours de laquelle, selon plusieurs publications sur les réseaux sociaux, Hafedh Caid Essebsi a quitté précipitamment la salle après s'être emporté contre Ridha Belhaj. Une version que dément le député. «La vidéo est claire : après le mot de Ridha Belhaj, Ridha Charfeddine a pris la parole et a annoncé le lancement d'une vidéo et d'une pause-café. Hafedh s'est levé puis s'est retourné et a interrogé sur la suite du programme de la conférence», a expliqué Toubel, reconnaissant que «la vidéo a été faite de façon très professionnelle, vous pouvez d'ailleurs voir le décalage entre l'image et le son (...) Hafedh s'est levé après que Ridha Charfeddine ait posé son micro et ait annoncé la pause café».

Des obstacles au congrès ?

Selon Toubel, plusieurs personnes au sein du parti ne souhaitaient pas que le congrès ait lieu. «Il y a des personnes qui occupent certains postes au sein du parti qui ne veulent pas que ce congrès ait lieu, car ils ont peur de perdre leurs places (...)

Ce ne sera pas comme le congrès de Soussse, les adhérents veulent des élections qui concernent tout le monde, et c'est ce qui va se passer», a-t-il affirmé, visant notamment Ridha Belhaj : «Il fait partie des rares personnes qui ont quitté Nidaa Tounes et qui a fait pas mal de mauvaises déclarations sur le parti (...) Il a donc peur que les nidaistes réagissent à son encontre lors du congrès (...) Je sens qu'il a la volonté de faire obstacle à la tenue de celui-ci», a-t-il continué. Parmi les membres fondateurs du parti, Ridha Belhaj a été le porte-parole puis le directeur exécutif de Nidaa Tounes avant de devenir, début 2015, directeur du cabinet présidentiel, un poste qu'il quitte en février



2016. Une année plus tard, il lance le parti «La Tunisie d'abord» qu'il quitte pour réintégrer Nidaa Tounes en juillet dernier.

Le cas Slim Riahi

Alors qu'il se trouve actuellement à l'étranger – officiellement pour des raisons personnelles – le secrétaire général de Nidaa Tounes, Slim Riahi, a été le grand

absent de cette conférence de préparation du congrès électif du parti. «Slim Riahi est toujours le secrétaire général du parti et nous sommes en contact avec lui», a indiqué Sofien Toubel. «Nous coordonnons tout avec lui, que ce soit la préparation du congrès, l'organisation des commissions (...) J'espère qu'il rentrera dans les prochains jours», a-t-il ajouté. Selon le député de Nidaa Tounes Tarek Fetit, Slim

Riahi rentrera en Tunisie en janvier, malgré certaines rumeurs qui font état d'une défection de sa part. En effet, la direction de la Garde présidentielle a porté plainte devant le tribunal militaire contre Youssef Chahed et d'autres personnalités politiques pour fausses accusations, après sa plainte – classée sans suite – contre Youssef Chahed et pour tentative de coup d'État.

F. M./HuffPost Tunisie

Mauritanie

L'opposition se dissocie de la marche contre le discours de la haine

Le Forum national pour la démocratie et l'unité (FNDU) qui regroupe le gros de l'opposition mauritanienne s'est dit, dans un communiqué publié lundi, opposé à la une marche contre le discours de la haine que prévoit d'organiser, aujourd'hui à Nouakchott, l'Union pour la République (UPR, au pouvoir). «Faire face au discours extrémiste appelant à la discorde n'est pas organiser une manifestation folklorique», affirme le FNDU, soulignant qu'il faut plutôt «l'affirmation d'une volonté politique forte et l'élaboration d'un projet de société consensuel qui diagnostique les injustices qui minent le corps de notre société et leur trouve les solutions adéquates». Le FNDU a ajouté que «jamais le pouvoir en place ne fera croire aux Mauritaniens qu'il va réaliser, grâce à une marche improvisée aux tout derniers jours de son mandat, ce qu'il n'a pas accompli durant dix ans de règne sans partage sur le pays». «Personne ne peut demander au FNDU de

participer à une manifestation dont il n'a pas été associé à l'organisation et la définition des objectifs», a-t-il dit, considérant que «plusieurs points d'interrogation planent sur le timing de cette marche, sur ses motifs et finalités réels, ses véritables cibles et si elle est faite pour rassembler ou pour diviser». L'opposition dite «radicale» a également exprimé son étonnement «de cet intérêt tardif pour l'unité nationale de la part d'un régime qui vit les derniers jours de son règne, après qu'il ait passé plus d'une décennie au pouvoir, sans aucun projet de société unitaire visant la consolidation de l'unité nationale et le renforcement de la cohésion sociale». Elle relève que la période du régime actuel «a vu l'exacerbation de l'injustice, de l'exclusion et de la marginalisation dont souffrent de larges franges du peuple mauritanien, ainsi que l'iniquité dans la répartition des ressources nationales et des emplois publics». Cette période, ajoute le communiqué, a été aussi marquée

par «la montée du discours extrémiste appelant à la haine et à la discorde qui s'est répandue à travers les réseaux sociaux, les chaînes de télévision et de radio, sans que le pouvoir manifeste la moindre réaction». Le Forum a rappelé qu'il a «toujours soutenu que la solution réside dans un dialogue national qui diagnostique les injustices et leur trouve des solutions efficaces et consensuelles». «C'est à cela que nous invitons les partenaires politiques, alliés du pouvoir et opposants, ainsi que l'ensemble des organisations de la société civile et des droits de l'Homme, les leaders d'opinion et penseurs, car c'est là la seule voie sérieuse pour éviter à notre peuple les risques de la discorde et garantir le vivre ensemble auquel nous aspirons tous dans l'unité et l'harmonie», a-t-il plaidé. Une autre partie de l'opposition, celle dite modérée, a exprimé sa disponibilité pour prendre part à ladite marche.

S. A./Agences

Recettes pétrolières

Record de 24,4 MM\$ en 2018 pour la Libye

La compagnie pétrolière nationale libyenne «National Oil Corporation» a annoncé, lundi, que les revenus pétroliers du pays au cours de l'année 2018 ont atteint un record de 24,4 milliards dollars, soit le plus élevé depuis cinq ans. Dans un communiqué publié par des médias libyens, la compagnie précise que la hausse est estimée à environ 78% par rapport à 2017, en soulignant que la production moyenne de pétrole par jour au cours de l'année dernière est de 1,10 million de barils. Ces

résultats financiers et le plan prévisionnel de 2019 ont été présentés lors d'une conférence de presse animée par le président de la National Oil Corporation, Mustafa Sanalla, et ce, à la fin des réunions annuelles des assemblées générales du Conseil d'administration et des sociétés œuvrant dans le secteur, qui ont duré deux semaines. Dimanche, Sanalla a indiqué que la Libye œuvre pour accroître sa production de pétrole de 953 mille barils par jour actuellement, à 2,1 millions

de barils par jour cette année. La réalisation de ce niveau de production est toutefois tributaire de l'amélioration de la situation sécuritaire dans le pays, a-t-il dit, notant que pour cet objectif, il faut assurer la sécurité du principal champ pétrolier du pays, Sharara, ainsi que de ses employés. Le champ Sharara, le plus grand en Libye avec une capacité de production de 315 mille barils par jour, a été fermé le 8 décembre dernier, avant que le président du Conseil présidentiel, Fayez el-Sarraj n'an-

nonce par la suite sa réouverture lors d'une visite sur le terrain. La National Oil Corporation libyenne avait annoncé, la semaine dernière, que le champ de Sharara avait connu, pour la troisième fois en une semaine, une menace sécuritaire entraînant une baisse de production d'environ 8 500 barils par jour. La compagnie a exigé la mise en place d'urgence de mesures sécuritaires dans le but de contrecarrer les pillages sur le champ. Pour rappel, depuis février dernier, les principaux

bassins de production du pays ont fait l'objet d'un regain de violences entre les groupes armés. Une situation qui a ralenti la production et conduit à la destruction de nombreux circuits de transport du combustible. Bien que la production ait repris, la Libye devrait faire face à des difficultés pour exporter son brut, car la capacité de stockage des installations du port de Ras Lanuf est réduite de 400 000 barils, en raison d'un incendie survenu en juin dernier.

R. M.



ASM Oran
Bientôt un repreneur

LES AUTORITÉS de la wilaya d'Oran s'activent pour permettre au deuxième club de football de la ville, en l'occurrence l'ASM Oran, d'être affilié à une entreprise nationale à même de lui assurer des entrées financières pérennes. L'annonce a été faite par le wali d'Oran, Mouloud Chérifi, en marge de la cérémonie de signature d'un contrat de partenariat entre le MC Oran et Hyproc Shipping Compagny (filiale de Sonatrach), un accord qui devrait ouvrir une nouvelle ère pour le grand club de la capitale de l'Ouest. «Les contacts sont en cours pour parvenir à offrir au deuxième club de la ville, l'ASMO, le même privilège que le MCO. Les contacts sont en cours, et progressivement, on aura un bon résultat, car on veut aussi donner les moyens à

l'ASMO pour retrouver son lustre d'antan», a déclaré le chef de l'exécutif. A l'instar du MCO, l'ASMO fait face à une situation financière très compliquée lui ayant valu de descendre, il y a trois saisons, en Ligue 2. Ses ambitions de retrouver l'élite à l'issue de l'exercice en cours ont été freinées par le manque flagrant du nerf de la guerre causant aux Vert et Blanc de se morfondre au bas du classement depuis le début de cette saison. A la direction de la société sportive par actions (SSPA) de l'ASMO, l'on se frotte déjà les mains, tout en souhaitant que les contacts dont a parlé le wali d'Oran aboutissent dans les meilleurs délais pour que le club envisage d'aborder la saison à venir sous de meilleurs auspices.

Championnats d'Afrique 2019 de cyclisme
Yacine Chalel se préparera en Belgique et en France

LE CYCLISTE algérien Yacine Chalel, champion d'Afrique en Scratch, disputera deux courses cette semaine, en Belgique et France, pour peaufiner sa préparation en vue des Championnats d'Afrique 2019, prévus du 17 au 19 janvier courant en Afrique du Sud, a annoncé cet athlète lundi sur les réseaux sociaux. «Samedi prochain, je serai à Gent, en Belgique, avant de me rendre le lendemain à Saint-Quentin, dans les Yvelines (France), pour mes deux dernières courses avant le départ en Afrique du Sud», a détaillé l'international algérien de 23 ans sur sa page facebook. Chalel,

sociétaire du club français Olympique CVO, a ajouté qu'outre la récolte des points nécessaires pour assurer sa qualification aux prochains Jeux Olympiques d'été, prévus en 2020 à Tokyo (Japon), son «principal objectif cette saison sera de défendre son titre continental en Afrique du Sud». L'Algérien, qui avait pris la 20^e place sur le Scratch de Grenchen, disputé début décembre 2018 en Suisse, avait commencé par s'accorder quelques jours de repos, avant de reprendre l'entraînement, pour préparer la Coupe de France Fenioux, disputée du 4 au 6 janvier courant à Roubaix.

Lutte/Championnat d'Afrique
34 athlètes en stage à Soudania

LES SÉLECTIONS algériennes de lutte juniors et seniors (garçons et filles) ont entamé un stage de préparation au Centre de regroupement et de préparation de Soudania (Alger) en prévision des championnats d'Afrique prévus en mars prochain à Tunis, a-t-on appris de la Fédération algérienne des luttes associées (FALA). Les staffs techniques nationaux, composés des entraîneurs, le Bulgare Sredkov Georgi, Bendjedaa Maazouz, Aoune

Fayçal, Hidaoui Ramdane et Sofiane Nouiga, ont fait appel à 34 athlètes dont 6 filles pour prendre part à ce stage qui se poursuivra jusqu'au 18 janvier. Cette nouvelle étape de préparation des équipes nationales entre dans le cadre du programme établi par la direction des équipes nationales (DEN) en vue des championnats des Championnats d'Afrique de Tunis (cadets, juniors, seniors et féminine), un rendez-vous très important pour l'instance fédérale.

Triathlon extrême de Taghit
Les Tchèques Vabrousek et Vratna remportent l'Ironman

LE TCHÈQUE Petr Vabrousek a remporté la 1^{re} édition du triathlon extrême de Taghit, premier triathlon dans le désert au monde, disputée dimanche dans l'oasis algérienne située dans la wilaya de Béchar, avec la participation de 51 athlètes représentant une dizaine de pays. Vabrousek, recordman du monde de la spécialité, a remporté le triathlon longue distance, plus connu sous le label «Ironman» (3,9 km de natation, 180 km de vélo et 42 km de

course à pied), avec un chrono de 8h 35min 56sec 9/100. Chez les dames, la course a été remportée par la Tchèque Alena Vratna avec un chrono de 12h 35:44.5. Le triathlon distance olympique (1,5 km, 40 km, 10 km) est revenu au Français Tomy Degham (1h 53:23.0) et à l'Algérienne Nayra Bouzidi (2h 39:41.7), alors que le semi-distance (1,9 km, 90 km, 21 km) a vu la consécration d'un autre Tchèque, Jan Kubecka (5h 08:48.9).

Empoli

Benacer n'ira pas à Rome

■ Courtisé par le club de la capitale italienne, l'AS Rome, le jeune prodige algérien, Ismail Benacer, ne bougera pas de son club actuel Empoli où il réalise d'excellentes performances, même si son club n'est pas au top de sa forme.



Le jeune prodige algérien est l'une des valeurs sûres de l'EN

Par Mahfoud M.

C'est le coach de la Roma, De Francesco, qui a jeté son dévolu sur le joueur de la sélection nationale qu'il considère comme la découverte du Calcio de la saison dernière et qu'il aimerait donc avoir dans son groupe. Le technicien aurait touché un mot à ses dirigeants qui ont tout fait pour tenter de convaincre le joueur et dans le même temps les responsables d'Empoli. Toutefois, la mission n'a pas été difficile pour eux avec le refus catégorique des dirigeants de

cette formation qui a accédé en DI italienne la saison dernière et qui a besoin de tous ses atouts pour assurer son maintien en élite. Les responsables d'Empoli ont indiqué que le joueur continuera à honorer son contrat jusqu'au mois de juin prochain, car il s'agit de garder toute l'ossature pour aller de l'avant et réussir une saison honorable. Le directeur sportif d'Empoli, Acardi, a souligné clairement que Benacer restera dans le club et est intransférable, étant donné que le club a besoin de tous ses joueurs qui doivent se donner à fond pour réussir les objectifs tracés par le club qui doit être à

la hauteur des espoirs placés par les supporteurs qui souhaitent voir leur club dans une position très honorable même si ce sera très difficile avec les grands ténors du Calcio qui seront les grands favoris, à l'image de la Juventus, l'AS Rome, l'Inter et le Milan AC. Benacer devra donc être patient et continuer à travailler sérieusement pour espérer décrocher un meilleur contrat professionnel au début de la saison prochaine qui sera celle de la confirmation pour ce jeune et talentueux espoir qui a intégré la sélection nationale à un âge précoce, à peine 18 ans.

M. M.

OGC Nice
Boudebouz accorde son feu vert

Le milieu offensif international algérien du Bétis Séville (Liga espagnole de football), Riyad Boudebouz, en manque du temps de jeu, a donné son accord pour rejoindre l'OGC Nice (Ligue 1 française), rapporte lundi l'édition en ligne du quotidien ibérique Estadio Deportivo. Après avoir émis le vœu de rester en Andalousie jusqu'à la fin de la saison, Boudebouz (28 ans) a fini par donner son accord à l'issue d'une discussion téléphonique avec l'entraîneur français du club

azuréen, Patrick Vieira, précise la même source. Reste à trouver un accord entre les deux clubs sur le plan financier. Estadio Deportivo ajoute que le Bétis aurait refusé l'option d'un prêt et réclame 14 millions d'euros pour céder l'ancien sochalien, alors que Nice insiste pour un prêt avec option d'achat ne dépassant pas les 11 millions d'euros. Dans le cas où le transfert se concrétise, Boudebouz rejoindra son compatriote et coéquipier en équipe nationale le latéral droit, Youcef Atal. Ayant rejoint le club

andalou durant l'été 2017 en provenance de Montpellier (France) pour un contrat de quatre saisons, Boudebouz (28 ans) n'a pu exprimer pleinement son talent avec le Bétis. Il compte dix apparitions (612 minutes) depuis le début de la saison, toutes compétitions confondues. Boudebouz (25 sélections avec l'E.N./ 2 buts) avait quitté la France en 2017 après neuf saisons (301 matches, 45 buts et 53 passes décisives) où il avait eu à porter également les couleurs de Bastia et Sochaux.

Ligue 2 française de football
Tahrat, Oukidja et Mesloub brillent

Les internationaux algériens Alexandre Oukidja (FC Metz), Mehdi Tahrat (RC Lens), et Walid Mesloub (RC Lens) ont été retenus dans le 11 type saison de la Ligue 2 française de football, dévoilé ce lundi sur le compte twitter de la Ligue de football professionnel (LFP), au terme d'un sondage effectué auprès des fans. Le gardien Oukidja (30 ans) avait été convoqué pour la première fois chez les Verts à l'occasion du

match en déplacement face à la Gambie à Banjul (1-1) en septembre dernier, dans le cadre des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, mais sans pour autant signer ses grands débuts. Le défenseur central Tahrat (29 ans) est devenu une pièce maîtresse incontournable dans l'échiquier du sélectionneur national Djamel Belmadi, prenant part, en tant que titulaire, à l'ensemble des

quatre matches disputés jusque-là par les Verts sous la conduite du successeur de Rabah Madjer. De son côté, le milieu de terrain Mesloub (33 ans) compte 7 sélections avec l'équipe nationale. Sa dernière apparition avec la sélection remonte au 29 mars 2016, en déplacement face à l'Éthiopie (3-3) dans le cadre des qualifications de la CAN-2017. Il avait pris part à la CAN-2015 en Guinée équatoriale.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

Deux personnes tuées et trois autres blessées dans une collision entre trois véhicules

DEUX PERSONNES ont trouvé la mort et trois autres ont été blessées dans un accident de la route survenu, hier, sur la RN 12 à hauteur du lieu dit les «Toum» dans la commune de Draa Ben Khedda (11 km à l'ouest de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la Protection civile, à l'origine du drame survenu peu après 6h du matin, une collision entre trois véhicules mettant en cause deux fourgons tollés et un véhi-

cule léger causant le décès d'une femme (32 ans) et d'un homme (34 ans) ainsi que trois hommes blessés âgés entre 23 et 57 ans. Les victimes blessées ont été évacuées vers la polyclinique de Draa Ben Khedda avant de transférer l'une d'elles vers le CHU de TiziOuzou eu égard à la gravité de ses blessures. Une enquête a été ouverte pour élucider les circonstances exactes de ce drame.

Hamid M.

Dans un chantier à Alger

Deux morts et trois blessés dans l'effondrement d'une dalle en béton

DEUX PERSONNES sont décédées et trois autres blessées, mardi matin, suite à l'effondrement d'une dalle en béton d'un chantier au niveau de la commune de Rahmania dans la wilaya d'Alger, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. «Une dalle en béton d'un chantier s'est effondrée,

ce matin à 7h00mn, au niveau de la commune de Rahmania à Alger, causant le décès de deux personnes et trois autres ont été blessées», précise la même source.

Les victimes de l'accident ont été évacuées vers l'hôpital de Douéra, ajoutent les services de la Protection civile.

APS

Médéa

18 blessés suite à une collision entre deux autobus à Ouzera

DIX-HUIT PASSAGERS ont été blessés, à des degrés divers, suite à une collision frontale entre deux autobus, survenue mardi à la sortie sud de la commune d'Ouzera, à l'est de Médéa, a-t-on appris mardi auprès de la Protection civile.

L'accident, dû vraisemblablement à un dépassement dangereux, s'est produit au lieu dit Boussena, situé sur un tronçon de la RN 1, un axe qui connaît un trafic très dense de véhicules durant la journée, a-t-on indiqué.

Vingt trois éléments de la

protection civile, issues des unités d'intervention d'Ouzera et de Benchicao, appuyés par cinq ambulances et un camion d'intervention, ont été mobilisés pour cette opération qui a duré plus d'une heure, a signalé la même source.

Les blessés, dont certains atteints de graves blessures au cou, au bassin ou aux membres inférieurs, ont reçus sur place les soins nécessaires, avant d'être évacués vers l'hôpital Mohamed Boudiaf de Médéa, a-t-on ajouté.

R. N.

Béjaïa

Opération de réhabilitation du tunnel de Kherrata

LE TUNNEL de Kherrata a été fermé hier de 6h à 20h à la circulation automobile. Et pour cause, une opération de réhabilitation de cet ouvrage d'art ancien a été menée par la wilaya au niveau de ce tunnel de 7km de longueur. Un nettoyage rendu nécessaire avec le temps surtout avec l'incivisme des usagers qui y jettent toutes sortes d'ordures. Sa fermeture avait été annoncée par la wilaya et la direction des travaux publics deux jours avant. Les usagers de la RN 09 ont été déviés sur d'autres routes secondaires sécurisées notamment, pour toutes catégories de véhicules sur la route nationale N 43 (Jijel) et la RN 75 (Amizour-Barbacha-Kendira-Bouandas), et également pour les véhicules légers seulement le chemin de wilaya N. 32 Djermouna vers la RN 75 Bouandas, le CW 06 (Tizi Nbechar-Aït Smail) - RN09 Bordj Mira et Le CW 23 et 23 A par Tizi N'berber et la RN 75 à Barbacha et aussi vers Sétif. Le tunnel situé sur la RN9 à 55 km à l'est de Béjaïa, a subi des travaux de nettoyage et

de réfection au niveau de l'aération, d'éclairage et d'hygiène. Un appel a été lancé par le TDP aux usagers afin d'éviter de jeter des ordures par les vitres de leurs véhicules. Plusieurs entreprises publiques et privées ont été retenues pour mener les travaux, accélérer le rythme de nettoyage et de réfection de l'éclairage et du système de ventilation, selon la cellule de communication de la wilaya. Une réunion avait été convoquée trois jours avant par le wali pour coordination entre les différents services. En sus des directeurs de l'exécutif, des chefs de daïra au moins huit APC de l'est de la wilaya ont été impliqués dans ces travaux en sus de l'APC de Béjaïa. De gros moyens ont été mobilisés. Il s'agit de mener à bien cette opération à laquelle ont pris part aussi les services de la Protection civile et surtout de l'achever dans les délais afin de rouvrir cet important axe routier et permettre aux automobilistes de l'emprunter.

H. Cherfa

insultes racistes contre miss algérie 2019



Djalou@hotmail.com

La criminalité sévit toujours

Vols, trafic de drogue, délinquance, banditisme...

■ La criminalité prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétude des citoyens.

Par Meriem Benchaouia

Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance qui fait l'éloge de la presse, et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble inquiétante, en attestent les chiffres des services de sécurité. En effet, la criminalité est en train de plonger la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, viols, trafic de drogues, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Devenant ainsi un véritable phénomène de société, le taux de criminalité augmente de plus en plus. Cette recrudescence alarmante est observée dans plusieurs régions du pays, même les zones reculées ne sont pas épargnées. En effet, les cas enregistrés par les éléments

de la gendarmerie, à travers le territoire national, les faits journalièrement exposés dans les colonnes des quotidiens nationaux d'information démontrent l'ampleur du fléau. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les autorités mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime reste une priorité majeure. Effectivement, quelque 129 personnes ont été interpellées par les forces de police pour trafic de stupéfiants et port d'armes blanches lors d'opérations contre la criminalité menées à Alger, Djelfa et Mascara, a indiqué un communiqué des services de la Sûreté nationale. A Alger, les éléments de la Sûreté de wilaya ont mené des opérations de police durant les dernières 72 heures, à travers les différents quartiers de la capitale, qui se sont soldées par l'interpellation de 127 individus suspects et la saisie de 175 comprimés psychotropes et 27 armes blanches, précise la même source. Les éléments de police des sûretés de wilaya de Djelfa et Mascara ont procédé, dans le même contexte, et suite à l'exploitation d'informations, à l'interpellation de 2 individus qui s'adonnaient au trafic de stupéfiants et à la saisie de 314 comprimés psychotropes. Aussi, plus de 300 kilogrammes de kif traité ont été saisis lundi, lors d'opérations distinctes à Tlemcen, Oran et Sétif, par des

détachements combinés de l'Armée nationale populaire, a indiqué hier le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 7 janvier 2019, trois narcotrafiants et saisi 304 kilogrammes de kif traité lors d'opérations distinctes à Tlemcen, Oran et Sétif», a précisé le MDN. Par ailleurs, un détachement de l'ANP a déjoué, à El Oued, une tentative de contrebande d'une importante quantité de médicaments s'élevant à 10 752 boîtes. En outre, le tribunal criminel d'appel d'Oran a prononcé une peine de 20 ans de prison ferme à l'encontre du nommé K.B, jugé coupable du meurtre de son ami B.B âgé de 19 ans en mai 2017 près d'El Hassi (Oran). Selon l'acte d'accusation, K.B (20 ans), qui gagnait sa vie dans le ramassage et la revente d'objets divers, s'est rendu chez son voisin et ami B.B, gardien de parking, afin de lui demander des explications sur une batterie de voiture que ce dernier avait vendue 4 000 DA et qui s'est avérée être une batterie volée. Une altercation éclata entre les deux jeunes gens et se termina par la mort de B.B qui reçut un coup de couteau à la poitrine. K.B a, ensuite, pris la fuite avant d'être rapidement appréhendé par la police. Le médecin légiste qui a effectué l'autopsie sur la dépouille a relevé une blessure profonde dans la région du cœur provoquant une hémorragie entraînant la mort.

Meriem Benchaouia